Le PLR tire à boulets rouges sur les «woke» et l'école inclusive

PÉDAGOGIE Le Parti libéral-radical veut réformer l'école obligatoire, qui doit transmettre les compétences de base que sont la lecture, l'écriture et le calcul. Selon le parti, l'école inclusive n'atteint pas ces objectifs.

ATS

L'école obligatoire est à bout de souffle, elle est surchargée, a déclaré le président du Parti libéral-radical (PLR) Thierry Burkart devant les délégués réunis samedi à Möriken (AG). Et d'ajouter qu'on a l'impression qu'il faut résoudre à l'intérieur de l'école tout ce que la société demande à l'école. «La société attend que nous discutions» de ce thème et le PLR ferait bien de prendre des positions claires.

Le parti a esquissé ses exigences pour la réorientation de l'école obligatoire dans un papier de position intitulé «L'école obligatoire à bout de souffle: retour à sa mission initiale». Les délégués l'ont adopté par 249 voix contre 4 et 7 abstentions. Ils se sont auparavant prononcés sur une vingtaine d'amendements, qui ont majoritairement été rejetés

Le président du PLR Thierry Burkart a qualifié l'initiative sur la neutralité de Pro Suisse et de l'UDC d'«initiative pro-Poutine». KEYSTONE/WALTER BIERI

Suppression de l'école inclusive

Pour le PLR, la priorité doit être donnée à l'apprentissage de la première langue. Les langues secondaires ou étrangères ne doivent être enseignées que lorsque les enfants maîtrisent la première langue locale, est-il écrit dans le document. Les délégués ont adouci la stratégie sur ce point. Une première mouture du document demandait que l'apprentissage précoce de l'allemand et de l'anglais soit supprimé.

Le PLR souhaite en revanche supprimer l'école inclusive. Les élèves présentant des difficultés doivent pouvoir être soutenus de manière ciblée et individuelle. L'uniformisation «artificielle et très coûteuse» sous la forme d'une inclusion sans limite ne profite à personne et sape l'égalité des chances, estime le parti.

Comprendre la langue d'enseignement

Les élèves allophones devraient systématiquement apprendre la langue locale avant de commencer l'école, selon le parti. Il faut envisager des classes dédiées exclusivement à l'apprentissage de la langue. Comprendre la langue d'enseignement est une condition impérative pour l'égalité des chances.

Pour le PLR, la priorité doit être donnée à l'apprentissage de la première langue. Les langues secondaires ou étrangères ne doivent être enseignées que lorsque les enfants maîtrisent la première langue locale.

Dans son document, le PLR s'oppose aux «tentatives idéologiques» de supprimer les notes; le principe de performance est important pour le développement de la résilience des enfants. Pour le PLR, l'idéologie et le matériel pédagogique «woke» n'ont pas leur place. La transmission de la matière enseignée doit être aussi neutre que possible.

Moins de bureaucratie

En tout, le papier de position énumère 17 champs d'action. Il doit ainsi y avoir moins de paperasserie et plus d'enseignement. Les performances des enseignants doivent être récompensées et les retours du terrain plus considérés et servir de base pour les choix en matière de politique éducative.

Le document demande également plus de respect dans les salles de classe, une interdiction des smartphones à l'école primaire ainsi qu'une utilisation des outils numériques réfléchie et adaptée en permanence aux connaissances scientifiques. Il s'agit de saisir les chances offertes par la numérisation tout en reconnaissant les risques.

Deux nouveaux vice-présidents

Les délégués ont également reconduit Thierry Burkart à la tête du parti ainsi qu'Andrea Caroni, Andri Silberschmidt et Alessandra Gianella à la vice-présidence. La députée vaudoise Florence Bettschart-Narbel et le conseiller national genevois Cyril Aellen ont quant à eux été élus à la vice-présidence en remplacement de Johanna Gapany et de Philippe Nantermod.

Le parti a aussi arrêté ses mots d'ordre en vue des votations du 22 septembre. Il recommande d'accepter la réforme de la prévoyance professionnelle (LPP) et de rejeter l'initiative biodiversité.

Des manifestants défilent contre le gouvernement

ISRAËL Près de 150 000 personnes se sont réunies à Tel-Aviv, samedi.

Des dizaines de milliers de manifestants brandissant des drapeaux israéliens et scandant des slogans contre le gouvernement du premier ministre Benjamin Netanyahu se sont rassemblés samedi à Tel-Aviv. Ils réclament des élections anticipées et le retour des otages.

Des manifestations similaires ont réuni ces dernières semaines des dizaines de milliers de personnes à Tel-Aviv, la plus grande ville d'Israël, pour protester contre la gestion de la guerre à Gaza et l'incapacité du premier ministre à négocier la libération des dizaines d'otages toujours retenus dans le territoire palestinien. De nombreux manifestants brandissaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire «Ministre du crime» et «Arrêtez la guerre». Les organisateurs ont estimé à plus de 150 000 personnes le nombre des manifestants samedi, le qualifiant de plus important rassemblement depuis le début de la guerre à Gaza déclenchée par l'attaque sanglante du mouvement islamiste Hamas en territoire israélien, le 7 octobre. ***ATS***

Les organisateurs ont estimé à plus de 150 000 personnes le nombre de manifestants, samedi. KEYSTONE

EN BREF

VIOL

La nouvelle définition entre bientôt en vigueur

Le nouveau droit pénal en matière sexuelle, avec sa nouvelle définition du viol («non, c'est non»), entrera en vigueur le 1er juillet en Suisse. Le Parlement a approuvé cette révision très attendue et controversée l'été dernier. Le cœur de cette réforme est l'extension des infractions de viol et de contrainte sexuelle. Jusqu'à présent, le viol était défini de façon restrictive. Seule la pénétration vaginale non consentie d'une femme par un homme était considérée comme tel. Et la victime devait avoir démontré une certaine résistance. Cette condition ne sera plus nécessaire. Désormais, toute pénétration non consentie, qu'elle soit orale, vaginale ou anale, effectuée sur un homme ou une femme sera considérée comme un viol. Il ne se limitera donc plus à l'acte sexuel, mais comprendra tout acte qui implique une pénétration du corps. ***ATS***

UKRAINE

Coupures de courant à prévoir aujourd'hui

L'Ukraine prévoit des coupures de courant partielles toute la journée aujourd'hui à travers le pays, a annoncé hier l'opérateur Ukrenergo. Il a expliqué que le réseau électrique connaissait de graves difficultés après des attaques russes. Ces derniers jours, les infrastructures ukrainiennes ont été la cible de nouvelles frappes. Au cours des trois derniers mois, les centrales électriques ont été visées par huit attaques d'ampleur, selon le ministère ukrainien de l'Energie. La Russie, en multipliant ses attaques, a détruit la moitié de la capacité énergétique de l'Ukraine, selon le président Volodymyr Zelensky. Kiev appelle ses alliés à l'aider à reconstruire son réseau électrique, un projet qui requiert d'importants investissements. ***ATS***